

Ce document est mis à disposition sous une licence Creative Commons BY SA.

Que gagne-t-on à échanger ?

(sujet du bac philo 2009, #1 section ES)

19 juin 2009

Introduction

« *Un premier mail d'avertissement, suivi d'un courrier recommandé et enfin la coupure de la connexion Internet!* » Telle serait la réponse probable de C. Albanel, agrégée de lettres modernes, actuelle ministre de la Culture et de la Communication... Quant à nous, internautes vivant à l'ère numérique, nous allons essayer de réfléchir aux tenants et aboutissants des échanges multiples dans nos sociétés, en conduisant un argumentaire composite, de manière collaborative grâce à un outil logiciel communautaire.

L'échange est, historiquement, un don mutuel entre deux entités (personne physique ou morale). Le souhait de chaque personne est que l'échange soit positif, c'est-à-dire qu'il lui apporte quelque chose. Il peut cependant arriver qu'un échange soit effectué en faveur d'un des deux partis, cet échange est alors déséquilibré. L'échange présente une utilité pour la société, utilité basée sur les besoins de ses membres. C'est de plus grâce à l'échange (de biens et de connaissances) que chacun peut obtenir ce dont il a besoin. C'est donc un phénomène créé par et pour la société.

Il existe au moins deux grandes opérations économiques basées sur l'échange.

La première d'entre elle et la plus utilisée est le commerce. Sa particularité est que l'objet échangé ne l'est pas contre un autre objet ayant une utilité en l'état, mais contre une compensation pécuniaire. C'est aujourd'hui le mode d'échange le plus courant dans nos sociétés.

Il existe également le troc. Très répandu dans les anciennes civilisations, il a bien souvent été remplacé par la vente. C'est la transaction la plus proche de la définition de l'échange : donner un objet et en recevoir un autre. Il est donc basé sur l'utilité d'un objet plus que sur sa valeur monétaire. Ceci lui apporte un détachement de la société dite de consommation qui lui permet de retrouver de plus en plus d'adeptes.

Dès les premières civilisations, on échangeait de tout, des objets bien sûr, mais aussi et surtout quelque chose de moins visible, des informations et, en particulier, la connaissance.

L'échange informationnel : vecteur des libertés fondamentales d'expression, de communication et d'information

La liberté d'expression est définie dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme comme étant la liberté « *de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées* ». On se réfère donc à la définition la plus basique de l'échange : donner et recevoir.

L'information est un ensemble très vaste, contenant entre autres la connaissance. Cette connaissance peut être acquise par chacun de deux façons :

- par soi-même, après avoir réalisé une expérience ayant permis d'acquérir cette connaissance.
- par autrui, en l'ayant écouté, ou en ayant lu un texte qu'il aurait écrit.

L'échange est au centre de la diffusion et de l'accès à la connaissance : Car sans cette deuxième alternative, nous ne pourrions apprendre que par notre propre initiative, sans compter sur les autres pour nous transmettre leur savoir. C'est grâce à l'échange que, civilisation après civilisation, l'Homme a pu acquérir un grand nombre de connaissances et les faire perdurer dans le temps. Le dialogue comme moyen d'échange présente cependant deux inconvénients : il nécessite d'avoir la personne face à soi et, surtout, il ne permet pas à la connaissance de perdurer, l'Homme ayant une durée de vie moyenne bien inférieure à celle du papier par exemple, ou, à l'heure actuelle, des médias numériques.

La libération des échanges sur les réseaux pourrait désormais permettre d'atteindre l'idéal cher à des générations de philosophes depuis l'Antiquité, celui de l'accès pour tous et sans entrave à la somme des connaissances humaines : la bibliothèque universelle ! L'encyclopédie en ligne Wikipédia, collaborative, multilingue, librement diffusable, en est sans nul doute une étape majeure.

Le député Nicolas Dupont-Aignan (de droite), au côté de son collègue Jean-Pierre Brard (de gauche), déclare le 25 avril 2009 au mégaphone : « *Quand on pense ce que représente la révolution numérique [...], c'est une chance incroyable, c'est une bibliothèque universelle, une médiathèque universelle à domicile.* »

Il ajoute : « *C'est incroyable de voir un gouvernement et certains parlementaires - de tous les bords d'ailleurs, souviens-toi au Sénat - qui ne comprennent pas ce que peut représenter pour l'humanité Internet, l'accès aux oeuvres culturelles, au cinéma, à la musique. Souvenez-vous, c'est un peu loin, Gutenberg, jeté en prison - l'inventeur de l'imprimerie - parce que les moines copistes voulaient pouvoir recopier la bible, parce que personne n'avait compris à l'époque ce qu'était l'imprimerie. Eh bien ils n'ont pas compris ce que représente la révolution numérique, l'accès à la culture, et c'est là où c'est un véritable scandale de voir le gouvernement ne pas saisir cette opportunité.* »

Enfin, l'échange informationnel, en tant que prolongement du langage, peut être conçu comme l'émancipation d'une animalité basique ou d'un langage balbutiant et la sublimation de la pulsion animale d'échange physique : il permet la complétion et l'enrichissement émotionnel de la relation amicale ou amoureuse. Combien de couples se sont ainsi découverts (ou

redécouverts) sur les forums, les sites de rencontre ou de discussion en ligne, la messagerie instantanée, les jeux en ligne, etc. La facilitation de l'échange au travers des messages instantanés à distance, ainsi que la multiplication des destinataires permettent d'ériger l'être humain comme animal pensant et hyper-communicant. « *Cogito, coopero, ergo sum* », pourraient professer les cartésiens modernes.

L'échange symétrique et équivalent sur Internet, pilier fondateur d'une démocratie 2.0

Un des principaux apports des échanges sur le réseau des réseaux est l'évolution démocratique du modèle de transmission et de réception des échanges informationnels :

On passe du modèle de la diffusion unidirectionnelle, privilège d'une élite intellectuelle, d'une aristocratie savante, de diffuseurs monopolisateurs s'adressant aux masses passives, comme par exemple le cours magistral de philo avec un prof omnipotent et omniscient qui s'adresse à des élèves réceptifs(?) et scribouillards, au modèle du 'pair-à-pair', à un système d'échanges équivalents bi-directionnels, où tout un chacun participe, en apportant ses expériences et connaissances, selon ses compétences. Ainsi cette dissertation est-elle écrite en un temps limité par différentes personnes distantes, qui partagent leurs connaissances personnelles pour aboutir à une réflexion commune.

On peut se représenter la société moderne comme une superposition de réseaux interconnectés de granularité croissante : la sphère intime, la cellule familiale, les liens amicaux, l'environnement professionnel, les communautés d'internautes, les réseaux sociaux, jusqu'aux ensembles nationaux et cosmopolites ! Tout citoyen peut devenir diffuseur, artiste, journaliste, acteur de notre société d'information : On assiste alors à une démocratisation sans précédent et un métissage enthousiasmant des forces motrices de la société des arts, du spectacle et de la cité !

L'hyper-échange sédimente le lien social entre personnes d'horizons divers. Il fluidifie les relations femmes / hommes. Il construit la culture et l'histoire commune à vitesse grand-V. Il alimente en permanence le ciment social d'une société disparate. Il agrège le sentiment partagé d'appartenance à une ou plusieurs communautés. C'est tout bonnement un des meilleurs remèdes placebo contre les crises personnelles et sociétales déprimantes, contre les tendances suicidaires inhérentes à tout être humain luttant dans nos sociétés concurrentielles et consuméristes.

Ou encore, on peut voir la société inter-connectée comme la forme moderne et démocratique du panoptique de Jeremy Bentham : tout le monde surveille tout le monde ! Les surveillants sont surveillés, c'est le concept de la « *sousveillance* », ou surveillance inversée, qui permet de contrôler les contrôleurs. Les citoyens veillent, des collectifs formels ou informels se mobilisent face aux atteintes liberticides et dérives autoritaires. L'auto-modération souvent pratiquée sur les sites communautaires ou les forums est un exemple concret et fonctionnel de la prise en charge collective des déviances possibles : un commentaire gravement injuste ou attentatoire au respect dû à chaque personne, sera soit évincé, soit suivi d'autres commentaires le rabrouant, et rééquilibrant le propos global.

« *Les intellectuels sont portés au totalitarisme bien plus que les gens ordinaires.* » George Orwell.

C'est une théorie polémique et inquiétante, mais le spectre de la dictature dystopique de Big Brother n'est-il pas paradoxalement et pragmatiquement annihilé si tout un chacun devient un Big Brother en puissance ?

Avec le développement d'Internet, les technologies se mettent au service du citoyen pour lui permettre de s'informer, d'informer à son tour et de mieux participer à la vie politique. On trouve ainsi des groupes d'internautes qui ont fait le choix de participer de différentes manières, comme « *Mémoire Politique* » de la Quadrature du Net¹ qui recense les décisions des députés français et européens, ou le site www.deputesgodillots.info qui affiche les mauvais élèves de l'Assemblée Nationale, votant les lois en suivant les ordres de leurs partis, sans accomplir leur travail de législateurs débattant et amendant les lois.

« *Nous sommes des milliers de "gus dans des garages" :)* » Jérémie Zimmermann.

L'information par les citoyens pour les citoyens permet aussi une transparence et une vivacité de la pratique démocratique : Un exemple récent fut le questionnaire du collectif Europe Numérique adressé aux candidats des élections européennes sur les questions des libertés numériques. On peut aussi voir certaines idées qui (re)font surfaces, comme celle d'un parti politique communautaire, où les différents membres auraient tous le même pouvoir de choisir et de débattre. On a vu la montée en puissance en Suède du Parti Pirate (Piratpartiet) dont la population jeune suédoise a élu un représentant au Parlement européen. Ou encore celle du groupe informel « *Anonymous* » né sur un forum anonyme, qui ne possède aucun leader et où chacun fait ce qu'il veut, et qui dénonce les agissements de l'église de Scientologie.

« *We are anonymous. We are legion. We do not forgive. We do not forget.* » Anonymous.

L'infrastructure des réseaux décentralisés est un moyen efficace de passer outre la censure des régimes totalitaires, d'échapper au filtrage gouvernemental d'Internet et ainsi continuer à communiquer : Les services de microblogage comme Twitter permettent d'échanger des informations très rapidement à une large échelle, et jouent désormais un rôle d'information essentiel lorsque les médias traditionnels sont muselés, comme nous pouvons le constater en ce moment-même dans le contexte de l'insurrection démocratique en Iran.

« *Those who would give up essential liberty to purchase a little temporary safety, deserve neither liberty nor safety.* » Benjamin Franklin.

« *Ceux qui abandonneraient la liberté essentielle pour acheter un peu de sécurité temporaire, ne méritent ni la liberté ni la sécurité.* » Benjamin Franklin.

Une date capitale est désormais à retenir dans l'évolution de la démocratie Française : le 10 juin 2009, une décision du Conseil Constitutionnel a censuré le texte de loi Hadopi qui veut en vain contrôler les échanges sur Internet ; elle se réfère aux principes fondateurs de la République Française inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, que sont la présomption d'innocence, la séparation des pouvoirs ainsi que les libertés d'opinion et de communication. De fait, elle fait jurisprudence et institutionnalise le droit de l'accès à Internet. Savourons l'aphorisme des Sages :

¹http://www.laquadrature.net/wiki/Memoire_politique

« Considérant qu'aux termes de l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : " La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi " ; qu'en l'état actuel des moyens de communication et eu égard au développement généralisé des services de communication au public en ligne ainsi qu'à l'importance prise par ces services pour la participation à la vie démocratique et l'expression des idées et des opinions, ce droit implique la liberté d'accéder à ces services. » ²

Avec le développement exponentiel des technologies d'échange et celles connexes d'intelligence artificielle, on peut même s'adonner à imaginer une société utopique qui réaliserait l'idéal de la démocratie, à savoir la démocratie directe, où les citoyens exercent directement le pouvoir sans avoir recours à l'élection de représentants. Le lot quotidien de décisions qui incombent à la bonne gestion de la collectivité serait envoyé par le réseau à tous les citoyens, qui voteraient alors en conscience, ou délégueraient à des répondants automatiques paramétrés en fonction de leurs opinions générales. La lourde et forcément inéquitable hiérarchie du pouvoir serait alors révolue, on assisterait ni plus ni moins qu'à l'avènement de l'anarchie littérale.

D'ici à cette utopie lointaine, les citoyens internautes peuvent d'ores et déjà participer à une « e-démocratie » proactive, ou « hyper-démocratie », et ainsi exercer un contre-pouvoir vigilant sur leurs représentants, peser et lutter contre la tendance plus ou moins involontaire de ceux-ci à mépriser et manipuler l'avis des électeurs, avec la dérive du temps et les contraintes du pouvoir.

De la nécessité de garantir des principes généraux et des droits individuels dans une société hyper-communicante

L'individu comme la collectivité gagnent beaucoup en liberté dans le partage quasi-illimité des opinions et des données, mais cette liberté se heurte à de puissants intérêts particuliers, ainsi qu'à des droits individuels tout aussi fondamentaux. Notre société se doit donc de garantir par la loi les principes qui sous-tendent cette liberté, ainsi que lui imposer des limites raisonnées.

Les droits à l'éducation et à l'information sont des corollaires fondamentaux.

D'autres principes comme le respect intégral de la neutralité du réseau ou le refus catégorique du filtrage des sites au niveau des fournisseurs d'accès, sont inhérents à la liberté d'échange sur le réseau. Sans ces garanties, des dérives pourraient attenter à son expression, et relèveraient de la discrimination, voire de la censure claire et nette.

Par ailleurs, la désinformation, la surinformation, la boulimie d'accumulation, l'orgie d'échange, ainsi que les phénomènes moutonniers qui agitent l'infosphère sont des dangers de la société hyper-communicante : ils appellent dès lors le développement redoublé de l'esprit

²Décision du Conseil Constitutionnel

critique, la constante cristallisation d'une carapace intellectuelle pour tout citoyen internaute, et ce dès l'éducation élémentaire.

Les jeunes, et les moins jeunes, doivent pouvoir jouir d'outils intellectuels pour décrypter, filtrer, trier les flux d'informations incessants. Comme pour toute liberté, la pratique de la liberté de communication passe par l'apprentissage de la distanciation, de la mesure et de la métaréflexion.

Les libertés individuelles s'arrêtant là où commencent celles d'autrui, la liberté d'échange doit tenir compte des droits protégeant l'individu contre la masse : le droit à l'intimité et à la vie privée, le droit à l'anonymat, et le droit à l'oubli pour des actions passées.

Quant au droit d'auteur, moral et patrimonial, il devra inéluctablement être adapté à la nouvelle ère d'abondance culturelle que nous vivons grâce à la facilité et bientôt l'instantanéité de la copie numérique. On peut envisager une mutualisation collective de la légitime rémunération des artistes professionnels, tout en promouvant la création dilettante, libre et chaotique, qui foisonne sur la toile.

Conclusion

Grâce aux réseaux numériques, l'échange généralisé devient constitutif de nos vies quotidiennes, sentimentales, intellectuelles, professionnelles et citoyennes.

Il révolutionne nos usages personnels et démocratiques, et de nombreux bénéfices individuels et collectifs sont encore à inventer. Il est inévitablement destiné à devenir une norme de facto, et une liberté fondamentale de l'individu inter-connecté dans nos sociétés.

S'y opposer serait tourner le dos aux innombrables nobles gains pour l'individu, la collectivité, l'humanité!

Toutefois il nous appartient de construire un cadre philosophique et juridique pour le garantir durablement, et prévenir ses dérives intrinsèques.

Victor Hugo, écrivain et libre-penseur emblématique de la société des échanges mondialisés du XIXe siècle, nous éclairait de la maxime suivante :

« On résiste à l'invasion des armées ; on ne résiste pas à l'invasion des idées. »